

Tribunes publiées dans le Journal n°95



Jean-Philippe Ranquet

Majorité municipale

Au nom de la majorité municipale

L'opposition municipale n'est plus à un mensonge prêt et ose même utiliser le journal municipal pour y distiller des contrevérités. Dans le dernier numéro, nous étions accusés de ne plus organiser d'événements autour de l'écologie et du développement durable, comme par le passé nous avons été suspectés de vouloir supprimer le Théâtre municipal, qui grâce à notre action passe de 320 à 736 spectateurs.

Eh bien non ! L'écologie est toujours une priorité pour notre majorité comme le montre notre engagement lors de la Semaine européenne de réduction des déchets. Pendant sept jours, notre municipalité a organisé des initiatives pour les établissements scolaires, notamment la visite d'un centre de tri à côté de Soissons, mais également des activités de sensibilisation sur les marchés de la ville et une grande journée autour de l'écologie qui s'est déroulée samedi dernier au nouveau centre technique municipal.

Dans cette dynamique de préservation de l'environnement et de réduction des déchets, la Ville a lancé un marché de performance énergétique afin de changer progressivement les candélabres qui éclairent toutes les rues de notre commune et baisser nos factures d'électricité. Nous avons lancé un diagnostic de nos bâtiments municipaux, afin d'agir efficacement pour limiter la consommation énergétique.

Par ailleurs, dans l'ensemble des nouveaux programmes de logements neufs, nous imposons aux promoteurs immobiliers de réaliser au moins 40 % d'espaces verts. Enfin, nous envisageons d'installer dans chaque école des serres urbaines afin de familiariser nos enfants à ce bien précieux qu'est la nature et les éduquer aux bons gestes du quotidien.



Anne-Marie Delmas

« Vert et Ouvert »

Au nom du groupe Vert et Ouvert

Les élu·e·s du groupe Vert et Ouvert ont déposé une contribution à l'enquête publique sur le projet du CDG express (liaison directe entre la Gare de l'Est et l'aéroport Charles-de-Gaulle) ainsi qu'un vœu au prochain conseil municipal du Blanc-Mesnil. Ci-après un résumé :

Ce projet impacte négativement notre territoire sur le plan environnemental, avec une mise en danger inacceptable de la biodiversité, notamment en zone Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis. La demande de dérogation à la protection des espèces et habitats protégés, est alarmant. Tout un écosystème va être bouleversé. Chaque parc communal ou départemental constitue un des poumons verts indispensables à nos territoires et doivent être protégés au regard de l'enjeu climatique et des besoins des générations futures.

De plus, le CDG Express va passer à grande vitesse (140 km/h) sur les voies existantes, contribuant ainsi à une usure plus rapide. Le bruit généré est une pollution sonore inacceptable pour les riverains. Sur le plan économique, ce projet, estimé à 2,1 milliards d'euros, dont 1,7 milliards prêtés par L'État (Nous) est un gouffre financier qui impactera le plus grand nombre pour le confort de quelques-uns. Avec un billet à 24€ minimum pour un aller simple, le projet n'est pas viable.

Nous réaffirmons l'impérieuse nécessité d'améliorer les conditions de transports du quotidien sur les réseaux existants, le renforcement du RER B et l'achèvement rapide de la ligne 16 du Grand Paris Express.



Didier Mignot

« Blanc-Mesnil au cœur »

Président du groupe Blanc-Mesnil au cœur

La journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, soutenue par l'ONU, a été célébrée le 25 novembre. Une journée importante quand on sait l'ampleur de ce fléau, première cause d'insécurité, et bien trop souvent au sein même du foyer familial. Harcèlement, agression, viol, humiliation, domination, inégalité salariale... autant de maux, malheureusement en progression, qui font honte à notre société.

Si ces dominations et le patriarcat irriguent toutes les sphères de la vie publique et privée, les responsables politiques, en premier lieu les élus, se doivent d'agir pour qu'enfin cesse cette ignominie millénaire.

Cela passe par des actes concrets. Encore une fois, notre ville agit à contresens de l'histoire. La suppression des services « lutte contre les discriminations » et « droits des femmes », la fermeture récente du service social municipal, sont autant de portes qui se ferment pour les femmes victimes qui trouvaient là à qui parler, se confier, et entreprendre des démarches salutaires. De même, a disparu le dispositif « un toit pour elles », qui, avec le concours des bailleurs, permettait aux femmes ayant quitté leur domicile avec leurs enfants pour cause de violences conjugales, de retrouver un logement pour se reconstruire.

Notre ville s'honorerait pourtant à porter haut ce combat pour l'égalité et à mettre ses services publics au service d'une cause libératrice pour tout le genre humain. C'est ce que nous proposons.

Contact : bmavenir@gmail.com